

EXPRESSION DES ÉLUS

ENSEMBLE, CHANGEONS SAINT-MICHEL

GAUCHE SOLIDAIRE SAINT-MICHEL

SAINT-MICHEL GAUCHE AVENIR

Vers un bilan de nos actions à mi-mandat.

Au fur et à mesure que notre majorité municipale applique, avec ténacité et sérénité, son programme de réformes, l'opposition de gauche continue à vilipender avec une allégresse désarmante ce que nous construisons patiemment pour le **Renouveau de notre ville**. Sont-ils aveugles au point de ne pas voir les changements ? Sont-ils sourds pour ne pas entendre nombre de saint-michelais, y compris parmi leurs amis, saluer les actions de modernisation que nous avons engagées dans tous les domaines. A leur conservatisme timoré de naguère a succédé, en effet, la mise en orbite d'une gouvernance communale en mouvement. Par les rudes temps que nous connaissons au niveau national, confrontés que nous sommes aux néfastes conséquences d'une crise financière toujours menaçante et d'une mondialisation commerciale en voie d'accélération, c'est la voie de la sagesse que nous avons empruntée pour que notre commune ne soit plus à la traîne.

Autant dire que par rapport à nos nobles objectifs stratégiques et aux actions qu'ils appellent, les critiques de l'opposition ne sont, trop souvent, que fanfaronnades et procès d'intentions. Trois thèmes sont présentement dans leur colimateur :

- La lutte contre l'insécurité : Les temps modernes sont ainsi faits. La discipline collective et individuelle a perdu de sa noblesse. La délinquance s'accroît. Le système de vidéo-protection, largement subventionné, qui sera installé d'ici fin 2011, est un moyen supplémentaire au service de la tranquillité de tous les saint-michelais. Il constituera aussi, pour le Commissariat de Police de notre circonscription, un remarquable outil de renseignements au service des équipes de policiers du Commissaire Thomas Boudault.
- Les études concédées dans les domaines de l'Urbanisme et de la Politique Sociale.
- La révision du Plan local d'Urbanisme.

Chers concitoyens, c'est vers vous, directement, que nous entendons aller d'ici la fin de l'année 2011, en organisant un cycle de réunions publiques au cours desquelles nous pourrions échanger fructueusement sur la situation de notre ville à mi-mandat.

Adresse mail : majorite@stmichelorge.net
Groupe de la Majorité Municipale
«Ensemble, changeons Saint-Michel»

Quelle protection avec la vidéo protection ?

Pourquoi est-on passé de la vidéo surveillance à la vidéo protection ?

Pourtant aucun changement significatif de technologie ou de gestion est apparu. C'est un simple glissement marketing qui permet d'imposer un terme plus rassurant et semblant moins liberticide que "vidéo surveillance". la preuve : le site gouvernemental s'appelle : Vidéo Protection, la sécurité au service de la liberté, mais la commission qui la régit continue à s'appeler "la commission nationale de vidéosurveillance !!"

En passant de la loi Loppsi 1 mettant en avant "la prévention des risques terroristes" à la loi Loppsi 2 qui élargi très largement le champ d'application à "la lutte contre la délinquance et le sentiment d'insécurité", nous pourrions penser qu'il ne s'agit que d'une basse manœuvre économique pour "faire vendre" une technologie qui se développe mais continue de susciter des doutes.

Mais l'opération est beaucoup destructrice, car en passant de la lutte anti terroriste (structure spécialisée) à la lutte contre la délinquance(police nationale) elle participe à la mise en œuvre de la réduction des effectifs de police, dont "la baisse est programmée".

"La carotte" de la subvention de l'état (maxi 40%) incite un maximum de maires à mettre en place la vidéo protection, souvent réclamée par les habitants bien informés par la propagande gouvernementale, atteignant ainsi l'objectif visé "faire des économies" : en effet les subventions coûtent beaucoup moins cher que le personnel de police.

Résultat nous payons 2 fois, pour le budget de la police et pour les impôts locaux, budget d'investissement de 350 000€ pour 14 caméras, plus un budget de fonctionnement (maintenance et personnel) de 100 000€/an.

Au-delà de l'aspect financier qui pourrait être "supportable" si l'aspect résultat était largement démontré, il y a la dimension proximité de la police, dont l'efficacité est très largement reconnue, qui se dégrade très dangereusement. "un ilotier virtuel" bloqué dans son CSU (Centre de Surveillance Urbain) ne pourra jamais remplacer une police de proximité (humaine, communicante et mobile) pour rétablir le "bien vivre ensemble" pour tous les habitants de nos villes.

Eliane Clément, Christine Desmond,
Fatima Khomeizi, Alain Laforêt,
Josette Langlois, Françoise Poli.
collectif.gauche.unie.solidaire@gmail.com



Chut, ceux qui savent décident !

La communication municipale abondante et coûteuse, met en avant les mêmes sujets traités en boucle. Cela donne une impression de mouvement. Mais les principaux dossiers structurants (aménagement, urbanisme, commerces, éducation, action sociale) sont traités à coup de généralités et d'effets d'annonces parfois contradictoires. Sous prétexte de complexité des dossiers et d'efficacité dans l'action, la municipalité travaille dans le plus grand secret à partir d'études commandées à des sociétés privées. Certes, il est important de s'appuyer sur des analyses extérieures pour aider à la décision, mais les éléments doivent être mis à la portée de tous et versés au débat public pour permettre aux habitants d'y apporter réflexions et propositions.

Les élus UMP considèrent-ils avoir acquis par magie les connaissances techniques suffisantes pour décider seuls ?

Trois exemples :

- Nous avons du saisir la Commission d'accès aux documents administratifs pour obtenir communication des études sur l'aménagement de la Place de Ber et sur les gisements fonciers. Si la municipalité a pris soin de préciser que les préconisations ne l'engagent pas, nous y retrouvons des orientations qui mériteraient une présentation (par exemple : urbanisation des quartiers les plus densifiés, création d'une route au bout de la rue Jacques Brel pour rejoindre le rond point du 8 mai 1945 en traversant l'école Blaise Pascal et une partie de bois protégé !).

- Après avoir lancé en décembre la révision générale du Plan Local d'Urbanisme (approuvé par la droite en 2008), la municipalité veut contourner la procédure qui prévoit une véritable concertation des habitants, en lançant des révisions simplifiées et partielles, moins contraignantes. Vous allez ainsi progressivement découvrir une juxtaposition de programmes immobiliers dans les quartiers les plus denses, sans la moindre étude d'impact sur l'environnement et la circulation.

- 30 000 € ont été inscrits au budget 2010 pour la réalisation par un cabinet privé d'un « diagnostic d'analyse des besoins sociaux ». Le document intermédiaire présenté le 12 mai compile des données déjà connues sur l'aggravation des disparités sociales dans la ville et tente de légitimer l'inaction de la municipalité en fustigeant « le tissu associatif... relais de l'opposition ». On suppose que ça n'engage pas la municipalité !

Jean-Louis Berland, Marie-Aleth Grard, Christian Soubra, Bogoul M'Baye, Jean-Pierre Lhospital.
Permanence à l'Hôtel de Ville, tous les samedis de 10h30 à 12h.
Contact : elusgaucheavenir@laposte.net